



# SOMMAIRE

		1	MOT DU DIRECTEUR GENERAL A WORD FROM THE GENERAL MANAGER	7
11 12 12 13 13	PRESENTATION CBC  > Historique > Nouveau logotype, Nouvelles Ambitions > Gouvernance > Produits	3	> Contexte politique, économique et financier en 2018	15 16
<b>23</b> 24 26	RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  > Audit des états financiers annuels > Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations	4	Cadre économique Cadre financier et bancaire > L'activité de la CBC en 2018 Plan organisationnel Plan commercial Plan des investissements > Résultats financiers en 2018 Le produit net bancaire Les charges d'exploitation La rentabilité brute d'exploitation Le résultat net > Perspectives d'avenir et de développement 2019 Contexte sous régional Contexte national	17 17 18 18 19 20 20 20 20 21 21 21
<b>37</b> 38 38	NOTES AUX ETATS FINANCIERS 2018  > Activité > Principes comptables	5 6	> Bilan > Hors Bilan	<b>31</b> 32 33 34
38 38 39 39 39 40 40	Base d'établissement des états financiers Immobilisations incorporelles et frais immobilisés Immobilisations corporelles ECMR 2014/2019 - ECMR 2016/2021 > Créances douteuses > Crédits à la clientèle > Dépôts de la clientèle	7	RESOLUTIONS SOUMISES AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	42
<b>44</b> 44 45	BILAN SOCIAL > Collaborateurs > Social policy	8 9	RESEAU ET POINTS DE CONTACT	46



**CBC** 

**FIFA** 

**MINUSCA** Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la

Stabilisation en Centrafrique

Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale **CEMAC** 

Fonds Monétaire International **FMI** 

**BEAC** Banque des Etats de l'Afrique Centrale

**FCFA** Franc de la Communauté Financière Africaine

**CRCT** Conseil de Surveillance de la Cellule de Règlement et de Conservation

des Titres

**COSUMAF** Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale

Commission des Marchés Financiers CMF

**BVMAC** Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale

**EMF** Etablissement de Microfinance CCA Crédit Communautaire d'Afrique

COBAC Commission Bancaire d'Afrique Centrale

TIAO Taux d'Intérêt des Appels d'Offres

**DEPI** Direction des Etudes, des Projets et des Investissements

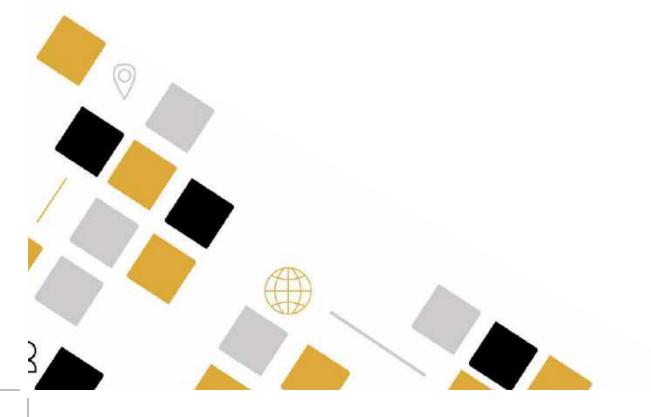
**PASCO** Programme d'Accompagnement Scolaire

**FEC** Facilité Elargie de Crédit

**PCEC** Plan Comptable des Etablissements de Crédit

**DSF** Déclaration Statistique et Fiscale

**APECCAM** Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Cameroun



# NOS VALEURS **Innovation Passion** Confiance

# MOT DU DIRECTEUR GENERAL

A WORD FROM THE GENERAL MANAGER



**Léandre DJUMMO** *Directeur Général* 

#### MOT DU DIRECTEUR GENERAL

2018 a été la deuxième année complète d'activité pour la nouvelle équipe dirigeante, après sa prise de fonction en septembre 2016.

En 2017, Commercial Bank annonçait la mise en place d'un vaste plan sur trois ans. L'objectif était double : lui permettre d'améliorer sa performance et répondre mieux aux attentes de ses clients. La Banque s'était alors engagée à devenir une organisation différente et encore plus attractive pour ses clients. Ces choix stratégiques de 2017 ont opéré une transformation profonde de notre banque.

La première pierre symbole de ce changement est l'évolution de notre marque, avec de nouvelles chartes visuelles et sonores : nous sommes aujourd'hui Commercial Bank. Les nouvelles couleurs de la banque évoquent à la fois la richesse (Or), l'élégance discrète (Noir) et la technologie (Gris). Dans son ensemble, on retrouve donc bien l'idée d'une banque qui crée de la valeur en tirant partie des ressources technologiques de pointe.

En 2018, et malgré une conjoncture économique contraignante à l'échelle nationale et internationale, Commercial Bank a conforté sa position dans le paysage bancaire camerounais grâce, notamment, à ses bonnes performances financières et à une meilleure maîtrise des risques.

Notre réseau d'agences s'est enrichi avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente : un guichet à NGONG à 30 km de GAROUA, une agence à KRIBI et une à MAKEPE Douala, en application d'une politique de proximité qui fait partie de nos valeurs inaliénables. Des investissements ont été réalisés dans la mise en œuvre d'initiatives structurantes et dans la réhabilitation et le renouvellement des plateformes d'exploitation informatiques. Leurs effets sont perceptibles.

Au total, nous avons clôturé avec succès une étape cruciale de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement 2017-2019, comme l'atteste le résultat net après impôt bénéficiaire de XAF 2 130 Ms au 31 Décembre 2018, en augmentation de 37% par rapport à 2017. Notre banque améliore et réaffirme son positionnement dans la collecte de l'épargne nationale en se hissant du 10ème rang en 2017, au 7ème rang

en 2018 sur le marché, avec une progression de 30%. Le Conseil d'Administration, les Comités Spécialisés et les Organes de Gouvernance ont joué pleinement leur rôle auprès de la Direction Générale pour s'assurer de l'atteinte des objectifs.

Notre secteur vit une vraie révolution industrielle. Les nouvelles régulations sont courantes dans le domaine prudentiel et dans celui de la gestion des données. Les réformes de la politique monétaire entrées en vigueur en juillet 2018 et matérialisées par le système d'appels d'offre multiples et régional vont continuer de façonner le secteur bancaire sous régional. Sous l'effet des nouvelles technologies, la consommation de nos services évolue radicalement, les modes d'entrée en relation comme ceux de production vont poursuivre leur digitalisation.

Pour tout ce qui précède, l'année 2019 verra l'accélération de notre transformation digitale par nos efforts d'innovation pour optimiser notre efficacité opérationnelle, enrichir l'expérience de nos clients et inventer pour eux de nouveaux services, maîtriser nos coûts pour mieux investir, ancrer notre culture de responsabilité en renforçant notre gouvernance et nos dispositifs de contrôle, établir les meilleurs standards de l'industrie bancaire. Banque citoyenne profondément ancrée dans le terroir national, Commercial Bank doit continuer de se démarquer par ses services de proximité et son attachement à la satisfaction de ses clients.

Ces évolutions viendront conforter les valeurs fondamentales de notre Banque : « Passion-Confiance-Innovation », qui font sa force et la fierté de ses clients et collaborateurs.

Nous voulons être une entreprise plus résiliente, plus forte et mieux outillée pour affronter les inéluctables défis du futur.

Pour conclure mon propos, je veux remercier nos clients pour leur fidélité; je veux souligner le travail de nos loyaux collaborateurs et leur habileté à accorder, chaque jour, la priorité à nos clients et au traitement maîtrisé de leurs opérations.

#### A WORD FROM THE GENERAL MANAGER

2018 was the second full year of activity for the new management team, after taking office in September 2016.

In 2017, Commercial Bank announced the implementation of a broad three-year plan. The goal was twofold: to improve its performance and better meet its customers' expectations. The Bank was then committed to becoming a different organization and even more attractive to its customers. These strategic choices of 2017 have made a profound transformation of our bank.

The first stone symbol of this change is the evolution of our brand, with new visual and sound charts: today we are Commercial Bank. The bank's new colors evoke both wealth (Gold), discreet elegance (Black) and technology (Gray). As a whole, we therefore find the idea of a bank that creates value by taking advantage of advanced technological resources.

In 2018, and in spite of a national and international constraining economic situation, Commercial Bank consolidated its position in the Cameroonian banking sector, thanks particularly to its good financial performances and better risk control.

Our branch network was enriched with the opening of three new points of sale: a cash point in NGONG 30 km from GAROUA, a branch in KRIBI and MAKEPE - Douala, in application of the proximity policy which is part of our inalienable values. Investments have been made in the implementation of structuring initiatives and in the rehabilitation and renewal of IT operating platforms. Their effects are noticeable.

Overall, we have successfully completed a crucial stage in the implementation of the 2017-2019 Strategic Development Plan, as proven by the net profit of XAF 2,130 Ms as of December 31, 2018, up by 37% as compared to 2017. Our bank is improving and reaffirming its positioning in the collection of national savings by rising from 10th place in 2017, to 7th place in 2018, with an increase of 30%. The Board of Directors, the Specialized Committees and the Governance Bodies have played their full role alongside the General Management to ensure that objectives are achieved.

Our sector is experiencing a real industrial revolution. New regulations are common in the prudential and data management fields. The monetary policy reforms that came into effect in July 2018 and materialized by the multiple regional tendering system will continue to shape the sub-regional banking sector. Under the effect of new technologies, the consumption of our services is radically changing, customer relationship methods as well as production will continue their digitalization.

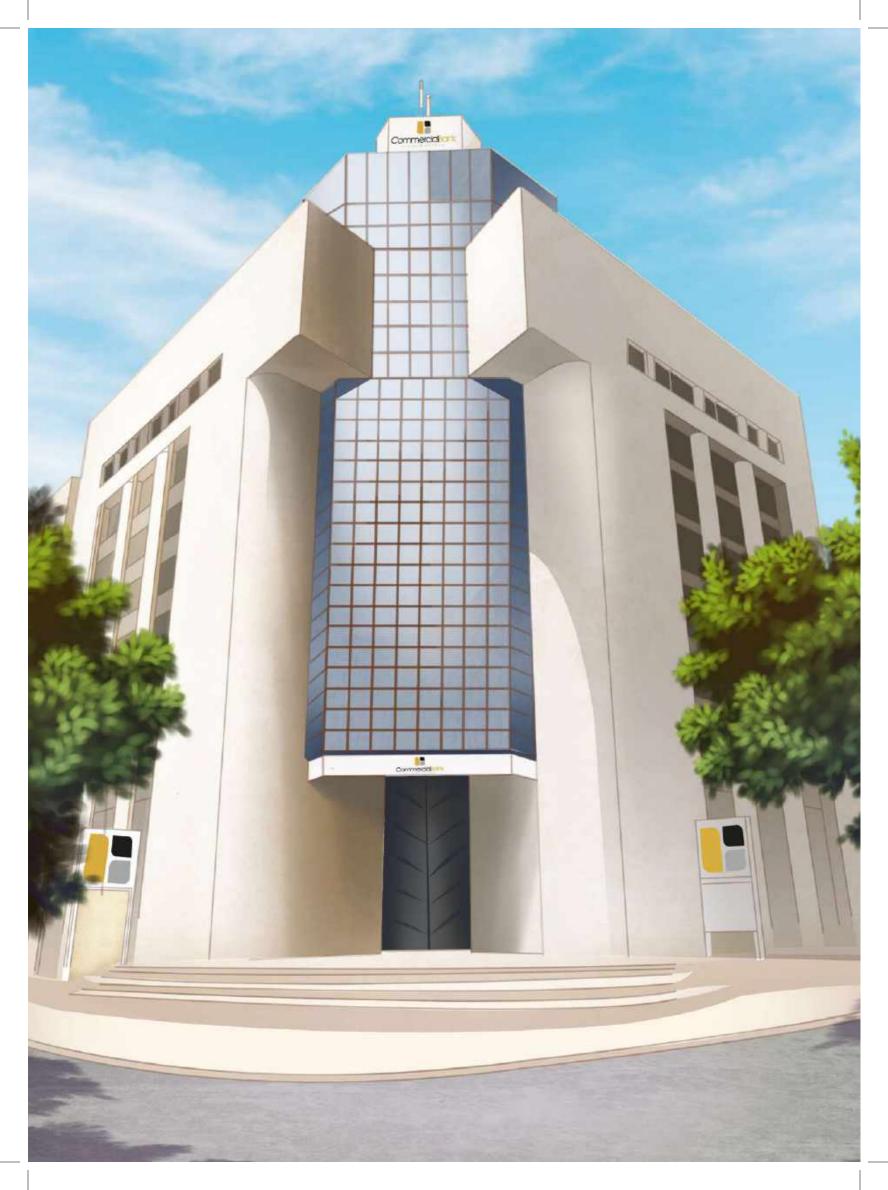
In the light of the above, the year 2019 will see the acceleration of our digital transformation through our innovation efforts to optimize our operational efficiency, enrich our customer experience and create new services for them, control our costs for better investment, anchor our responsibility culture by strengthening our governance and control systems, establishing the best standards in the banking industry.

A citizen bank deeply rooted in the national territory, Commercial Bank must continue to distinguish itself through its proximity services and its commitment to customer satisfaction.

These developments will reinforce our Bank's core values: «Passion-Confidence-Innovation», which make its strength and the pride of its customers and collaborators.

We want to be a more resilient, stronger and better equipped company in order to face the inevitable challenges of the future.

In conclusion, I want to thank our customers for their loyalty, recognize the work of our devoted collaborators and their ability to give daily, priority to our customers and a mastered processing of their operations.



# PRESENTATION CBC



#### PRESENTATION CBC



#### 1. HISTORIQUE

Société Anonyme avec un Conseil d'Administration, Commercial Bank-Cameroun a ouvert ses portes au public le 25 novembre 1997 avec un capital initial de **XAF 3 000 000 000**.

Après avoir obtenu son agrément en juillet de la même année, sous l'impulsion de certains opérateurs économiques camerounais et étrangers, à la tête desquels le Groupe FOTSO, du milliardaire FOSTO Victor.

Placée sous administration provisoire par une décision de la COBAC le 03 Novembre 2009, Commercial Bank-Cameroun a subi une restructuration pendant 07 ans dans le but de rétablir les ratios des fonds propres de la banque dans les limites réglementaires.

Sortie de l'administration provisoire en Septembre 2016 avec la restauration des organes sociaux et la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante, le capital social est désormais de **XAF 12 000 000 000**.

#### 2. NOUVEAU LOGOTYPE, NOUVELLES AMBITIONS

En sortant de l'administration provisoire, la banque a adopté un Plan Triennal de Développement Stratégique pour bâtir une nouvelle page de son histoire et construire une nouvelle relation avec ses publics. La première pierre symbole de ce changement est l'évolution de notre marque : nous sommes aujourd'hui **Commercial Bank**. En plus de l'agilité de la phonétique, ce nom qui conserve ses expressions de langue anglaise assume notre ambition principale de compter parmi les principaux animateurs du marché camerounais et de nous imposer au-delà des frontières nationales.

Les nouvelles couleurs de la banque évoquent à la fois la richesse (Or), l'élégance discrète (Noir) et la technologie (Gris). Dans son ensemble, on retrouve donc bien l'idée d'une banque qui crée de la valeur en tirant parti des ressources technologiques de pointe.

Enfin, à travers son slogan «Let's build the future», nous exprimons notre état d'esprit et réaffirmons notre passion pour l'épanouissement de toutes nos parties prenantes. CBC doit être une banque engagée, structurellement rentable sur la durée, agile et aimante, qui transforme ses collaborateurs et ses clients en ambassadeurs enchantés et les fédère autour d'un projet commun afin que la réussite soit le challenge de chacun et de tous.



#### 3. GOUVERNANCE

Le **Conseil d'Administration** définit la politique générale et s'assure de son implémentation.

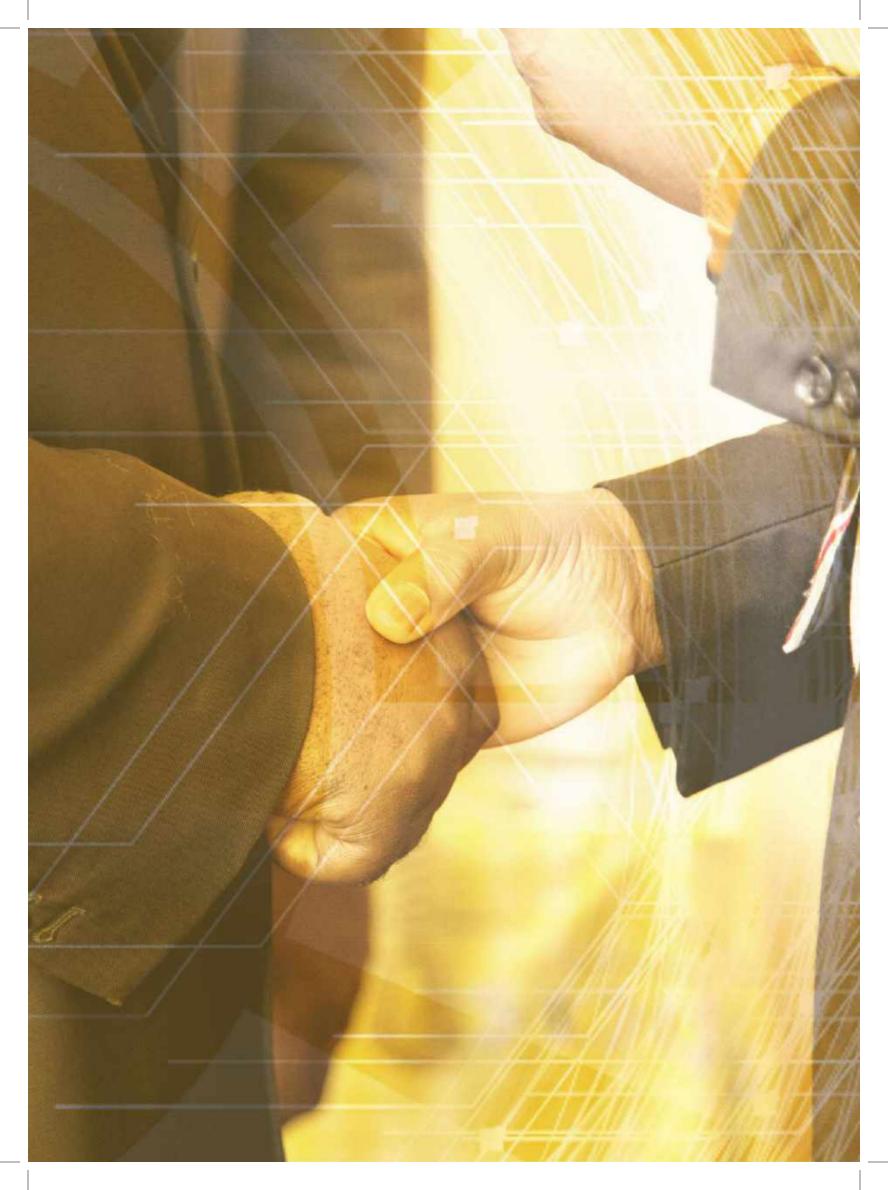
Ses Organes Spécialisés à savoir : le Comité d'Audit, le Comité de Gouvernance et de gestion des risques, le Comité de Crédit et le Comité de rémunération sont chargés au besoin d'assister ledit Conseil sur des questions spécifiques, conformément au Règlement n° 04/08/CEMAC/UMAC/COBAC relatif au gouvernement d'entreprise dans les etablissements de credit de la Communaute Economique et Monetaire de l'Afrique Centrale.

La Direction Générale met en œuvre la politique générale, soumet au Conseil d'Administration les objectifs annuels et met en place les stratégies et moyens pour les atteindre. Elle est accompagnée par le Comité de Direction, le Comité de trésorerie et les différents Comités de crédits.

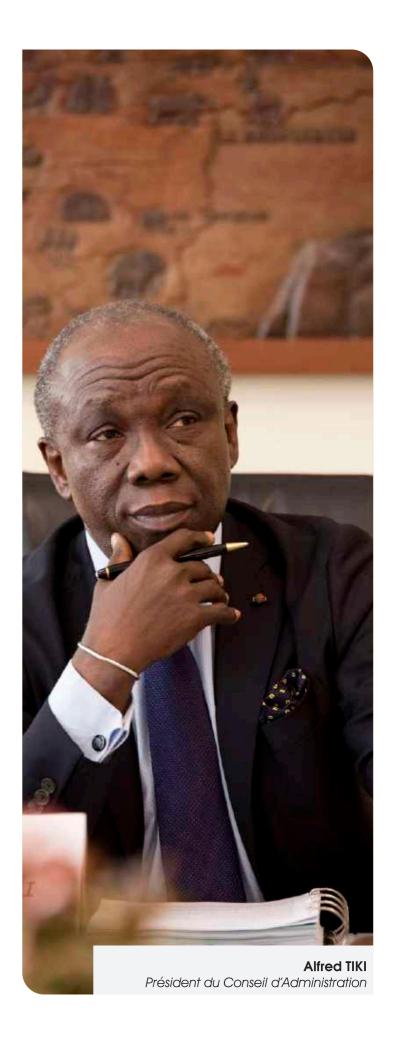
#### 4. PRODUITS

Commercial Bank propose à ses clients une offre complète de produits et services : solutions d'épargne, de placement, de trésorerie, de financements, d'assurance, d'investissements, de gestion d'actifs et des titres, de monétique et moyens de paiement, des opérations avec l'étranger, etc.

Fidèle à sa politique de proximité, la CBC accompagne ses clients dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée.



# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE



#### RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous nous sommes réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux dispositions des articles 21 et suivants des statuts de la CBC afin de vous soumettre les opérations et comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2018.

# CONTEXTE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2018

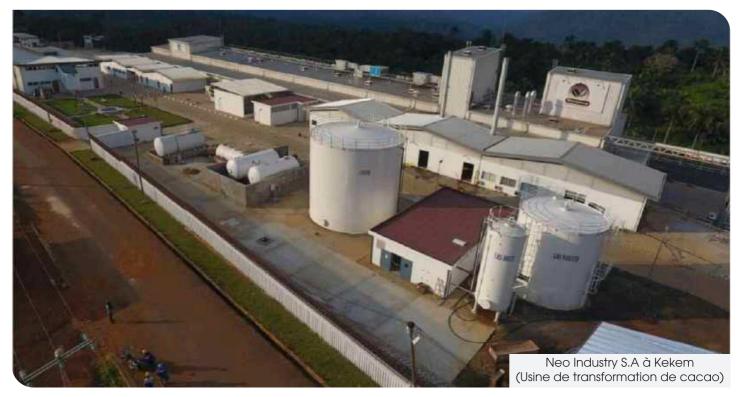
#### 1.1. Cadre politique

2018 a été une année importante sur le plan électoral avec des scrutins aux quatre coins du monde, notamment : les élections sénatoriales et des représentants aux Etats-Unis dites de « mi-mandat », les élections générales en Italie, les législatives en Allemagne et au Gabon, les élections présidentielles en Russie, au Brésil, en République Démocratique du Congo, au Liberia, au Cameroun, etc.

Au-delà de ces consultations électorales, l'actualité politique et sociale internationale a été influencée principalement par :

- L'investiture de l'ex-footballeur George WEAH, ballon d'or en 1995, comme nouveau Président de la République du Liberia ;
- La démission de Jacob ZUMA de ses fonctions de Président de l'Afrique du Sud après neuf années au pouvoir. Il a été remplacé par Cyril RAMAPHOSA;
- La réélection de Vladimir POUTINE pour la quatrième fois à la présidence de la Fédération de Russie ;
- L'annonce de la fin des essais nucléaires et balistiques par le dirigeant Nord-Coréen KIM JONG-UN ;

- La rencontre historique à Singapour entre Donald TRUMP, Président des USA et KIM JONG-UN, le dirigeant suprême de la République de Corée du Nord, ouvrant ainsi un chapitre inédit dans l'histoire des relations entre les deux pays;
- La caravane des milliers des migrants pour la plupart des honduriens fuyant la violence et la misère, du Mexique vers les Etats Unis;
- L'organisation de la 21<sup>e</sup> édition de la coupe du monde de football « FIFA » en Russie, remportée par la France ;
- La crise des gilets jaunes, protestant contre la hausse du prix du carburant et la baisse du pouvoir d'achat en France;
- La persistance des tensions à l'intérieur de la RCA qui se traduit par de milliers de déplacés, imposant par là le renforcement des effectifs de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique (MINUSCA);
- La réforme constitutionnelle lancée au Tchad, avec le passage à la 4<sup>e</sup> République. Le texte final a instauré un mandat présidentiel de six ans, renouvelable une fois et la suppression du poste de Premier ministre;<sup>1</sup>
- La tenue des élections législatives, municipales et départementales au Gabon et la longue absence du président gabonais ALI BONGO, pour des raisons de santé,<sup>2</sup>



<sup>1</sup>https://afrique.lalibre.be/17352/tchad-une-reforme-constitutionnelle-pour-renforcer-les-pouvoirs-du-president/



L'actualité nationale quant à elle a été marquée par la poursuite de la guerre contre BOKO HARAM qui, bien qu'affaibli militairement, continue à mener des actions terroristes au niveau des zones frontalières de l'Extrême-Nord du Cameroun avec le Nigéria, le Niger et le Tchad, perturbant ainsi fortement l'activité économique de cette région.

#### 1.2. Cadre économique

Si les baromètres fondamentaux demeurent bons pour l'économie mondiale, des signes inquiétants donnent aux investisseurs des raisons de se montrer prudents à l'avenir. On peut citer entre autres: <sup>3</sup>

- La guerre commerciale sino-américaine ouverte après l'imposition de tarifs douaniers par les États-Unis et les mesures de rétorsion des partenaires affectés:
- Le ralentissement de la croissance observé dans les pays les moins avancés et émergents à cause des carences institutionnelles, de l'insuffisance des infrastructures de base, de la forte vulnérabilité face aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles, mais également sous l'effet de problèmes liés à la sécurité et à l'incertitude politique. Ces inconstances associées aux tensions géopolitiques dans le monde (Chine-Etats Unis, Russie Turquie et l'Ukraine) font souffler un vent de précaution sur les places boursières;
- Le recul des devises dans certains pays émergents (Turquie, Argentine, Afrique du Sud et Indonésie) au profit du dollar. En cause, la sérieuse remontée des rendements obligataires aux Etats-Unis, qui invite les investisseurs à se positionner davantage sur un dollar plus rémunérateur et les problèmes inhérents à leur économie.

Les mesures de stimulation de la politique monétaire restent cependant une source d'encouragement, car elles continueront de soutenir la croissance.

Les performances économiques de la zone CEMAC se sont améliorées en 2018 par rapport aux années précédentes. Cette embellie est notamment imputable à la remontée des cours du pétrole, aux réformes structurelles engagées par les pays de la Sous-Région, dans le cadre de facilités élargies de crédit signées avec le FMI, de la politique de consolidation budgétaire menée par la CEMAC ainsi qu'à la mise en place d'une politique monétaire moins accommodante par la BEAC, spécialement l'augmentation de son taux directeur de 2,95% à 3,50%. <sup>4</sup>

Le spectre de la dévaluation du FCFA qui continue à planer sur les Etats de la Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) a largement meublé l'actualité économique de la Sous-Région. <sup>5</sup>

Toutefois, l'environnement économique et financier reste difficile et fragile, en raison des tensions sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique, ainsi que la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

#### 1.3. Cadre financier et bancaire

Le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), est devenu depuis plusieurs années une destination privilégiée pour les six pays de la CEMAC, dans leur quête de financements visant à résorber la réduction des recettes publiques. Situation, elle-même, consécutive à la conjoncture économique morose qui prévaut dans cet espace communautaire depuis 2016.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>https://www.jeuneafrique.com/mag/636684/politique/elections-au-gabon-deux-ans-apres-va-t-on-tourner-la-page-de-la-presidentielle

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Perspectives de l'économie mondiale FMI Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce <sup>4</sup>Rapport FMI n° 19/01.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Conseil africain des médias.

Selon les statistiques du Conseil de Surveillance de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) de la BEAC, qui a tenu sa 2<sup>ème</sup> session ordinaire le 28 Juin 2018 à Yaoundé, le marché des titres publics émis par adjudications organisées par la BEAC connaît « une augmentation de 36,6% », les montants levés par les Etats s'établissant à XAF 1 216,6 Mds, au premier semestre de la même année.

Les principales opérations effectuées sur le marché monétaire de la BEAC ont connu à cet effet des fortunes diverses :

- La signature de la convention d'unification des marchés financiers de la sous-région et des mesures d'accompagnement entre la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) et la Commission des Marchés Financiers (CMF);
- La poursuite du processus de fusion de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) du Gabon et la Douala Stock-Exchange, dont l'aboutissement concret est prévu à Juin 2019 au plus tard; 6
- La révision du dispositif (mode de calcul) des réserves obligatoires. Les banques de la zone CEMAC sont désormais obligées d'avoir un niveau

- de réserves de dépôts régulièrement rémunérées à la BEAC, ceci dans le but de prévenir des risques ;<sup>7</sup>
- La problématique des avoirs extérieurs de la CEMAC et des transferts internationaux, avec pour cause une rigidité des procédures imposées aux banques commerciales.<sup>8</sup>

Cependant, en dépit du contexte économique peu favorable, les comptes des banques camerounaises sont restés au vert. La plupart des établissements de crédit ont bouclé l'année 2018 sur une note positive.

La situation générale dans le secteur des banques et finances s'est traduite par l'autorisation en date du 11 Juin 2018 du Ministre des Finances, faisant de l'EMF Crédit Communautaire d'Afrique (CCA), la 15e banque du Cameroun, avoir obtenu son agrément de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC).

Enfin, un moratoire de 2 ans a été accordé par La COBAC aux établissements de microfinance des six Etats membres de la CEMAC, pour se conformer au nouveau dispositif réglementaire relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de ces structures financières. <sup>9</sup>

#### L'ACTIVITÉ DE LA CBC EN 2018

2017 a été la première année complète d'activité pour la nouvelle équipe dirigeante. Elle s'est soldée par des résultats excellents. L'année 2018 a été véritablement celle où la CBC s'est concentrée sur sa stratégie de développement et de pénétration du marché. C'est ainsi qu'elle s'est illustrée par l'ouverture d'un guichet et de deux nouvelles agences qui marquent la nouvelle signature de la Commercial Bank.

Ainsi, le dynamisme du personnel combiné au regain de confiance des clients de la banque s'est clairement manifesté au niveau des dépôts et des emplois de la clientèle contribuant ainsi à un résultat net après impôt bénéficiaire de XAF 2 130 Ms au 31 Décembre 2018.

#### 2.1. Plan organisationnel

La transformation organisationnelle de la Commercial Bank s'est poursuivie avec la mise en œuvre des points inscrits dans le Plan Stratégique de Développement 2017-2019, complété par les exigences du Contrat d'Objectifs et de Performance signé en Aout 2018 avec l'Etat du Cameroun, en vue de la mise en place des bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise.

C'est dans cette optique que le réaménagement de l'organigramme de la banque a connu la création de la nouvelle Direction des Etudes, des Projets et des Investissements (DEPI), ainsi que la mise sur pied de plusieurs comités et équipes de gouvernance des projets.

Des initiatives visant à moderniser la structure organisationnelle et son adaptation aux défis de la nouvelle équipe dirigeante ont été menées et réalisées. On peut citer entre autres :

- Le renforcement du contrôle par la mise sur pied de la charte de contrôle interne adoptée le 18/04/2018 par le Conseil d'Administration;
- L'organisation et le fonctionnement du Comité des Affaires Juridiques et du Contentieux;
- La modernisation du système d'exploitation de la CBC, passant d'Amplitude V8 vers Amplitude V11 qui est la version la plus évoluée;
- La mise en place d'une équipe projet pour la conduite du processus de Certification de la banque à la norme ISO 9001/2015.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> www.investiraucameroun.com>bourse>

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Communiqué presse de la réunion du Comité Politique et Monétaire du 21 mars 2018)

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> www.investiraucameroun.com>gestion publique>

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> www.investiraucameroun.com

#### 2.2. Plan commercial

Outre l'ensemble des actions menées en faveur du développement commercial à savoir : la communication, la prospection commerciale, etc, le réseau d'agences s'est étendu en 2018 avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente ; dont un guichet à NGONG à 30 km de GAROUA, une agence à KRIBI et une à MAKEPE Douala.

Les autres actions commerciales ont été axées sur :

- La création d'un site web de la CBC rattaché aux médias sociaux : Facebook, LinkedIn, Twitter et Youtube ;
- La certification au programme « Know Your Agent », en abrégé KYA par Western Union International avec en prime l'agrément accordé à la CBC pour exercer comme agent Western-Union pendant les trois prochaines années;

La campagne de sensibilisation portant sur la connaissance de la clientèle et le lancement du produit«PASCO», Programmed'Accompagnement Scolaire.

#### 2.3. Plan des investissements

Les principaux investissements ont porté sur :

- L'aménagement des nouveaux points de vente (MAKEPE, KRIBI, NGONG);
- Le renouvellement du parc automobile à travers la politique du "car plan";
- La poursuite de la modernisation des outils de production et du réaménagement du cadre de travail par l'acquisition de nouveaux logiciels et licences d'exploitation, des matériels informatiques et des mobiliers de bureau;
- La migration du système d'information de la version Amplitude V8 à V11 ;



Agence de Makepe ouverte le 28 Août 2018



**Agence de Kribi** ouverte le 28 Septembre 2018

#### **RÉSULTATS FINANCIERS EN 2018**

#### 3.1. Le Produit Net Bancaire



Le **Produit Net Bancaire a progressé de 35**% par rapport à 2017 pour se situer à XAF 16 634 Ms. Cette évolution s'explique par un niveau de mise en place des crédits en constante progression sur l'année et des bons résultats observés sur la marge sur opérations bancaires diverses.

#### 3.2. Les charges d'exploitation

A l'image de l'activité, les frais généraux hors amortissement sont restés à la hausse. Ils s'élèvent à XAF 11 482 Ms contre XAF 10 227 Ms l'année dernière. Le développement s'est effectué sans dégrader le coefficient net d'exploitation qui s'est apprécié de 14 points pour se situer à 69%.

Le coefficient brut d'exploitation (amortissement y compris) a évolué dans les mêmes proportions en passant de 88% en 2017 à 74% au 31 Décembre 2018.

Les dotations aux amortissements portées à XAF 836 Ms, se sont accrues de XAF 242 Ms en raison de l'importance des investissements cités supra.

#### 3.3. La rentabilité brute d'exploitation

La forte remontée du PNB conjuguée à la maîtrise des charges de fonctionnement fait ressortir un Résultat Brut d'Exploitation de **XAF 4 315 MS** sur un budget de **XAF 5 243 MS**.

Le rapprochement par rapport à la même période de l'exercice précédent permet de noter une augmentation de XAF 2 804 MS.

#### 3.8. Le résultat net

Compte tenu des éléments qui précèdent et de l'acompte IS, le résultat net s'élève à XAF 2 130 Ms en augmentation de 37% par rapport à 2017.

#### PERSPECTIVES D'AVENIR ET DE DEVELOPPEMENT 2019

#### 4.1. Contexte Sous régional

La croissance mondiale est encore solide, mais ralentie plus que prévu, car contrariée par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, les risques sociaux politiques, la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne « BREXIT » dont les modalités restent contrastées, la fronde sociale en France, le ralentissement plus marqué qu'attendu de l'économie chinoise et la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Pour ces raisons, le FMI prévoit une croissance mondiale qui devrait s'établir à 3,9% en 2019.

En Afrique Subsaharienne, elle devrait s'accélérer pour atteindre 3,5 % en 2019 contre une croissance enregistrée à 3% l'année dernière, en s'appuyant sur la diminution de l'incertitude pesant sur les politiques publiques, l'amélioration de l'investissement dans les grandes économies, notamment le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola, ainsi que la poursuite d'une croissance robuste dans les pays à faible intensité de ressources <sup>10</sup>. Cette croissance sera portée par le renforcement de sa demande domestique et surtout du raffermissement des prix des produits de base consécutif à la reprise de la croissance au niveau mondial.

Malgré une année 2018 « contrastée », **la zone CEMAC** devra renouer avec la croissance. Selon un rapport du Collège de Surveillance Multilatérale de cette Institution, les perspectives pour 2019-2020 sont globalement favorables, grâce aux réformes

entreprises par les Etats au niveau régional dans le cadre du « PREF-CEMAC » Programme Pilote des Réformes et qui a permis de déboucher sur la signature de l'accord de Facilité Elargie de Crédit (FEC) avec le Fonds Monétaire International.

#### 4.2. Contexte National

D'un montant global de XAF 4 850.5 Mds, le budget 2019 a été élaboré sur la base des perspectives macroéconomiques favorables, avec une croissance qui devrait rebondir à 4,4%. Cette reprise serait soutenue par l'amélioration de l'offre en énergie avec la mise en service de certains barrages hydroélectriques. Ces perspectives seront fortement écornées par les tensions persistantes dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest<sup>11</sup>.

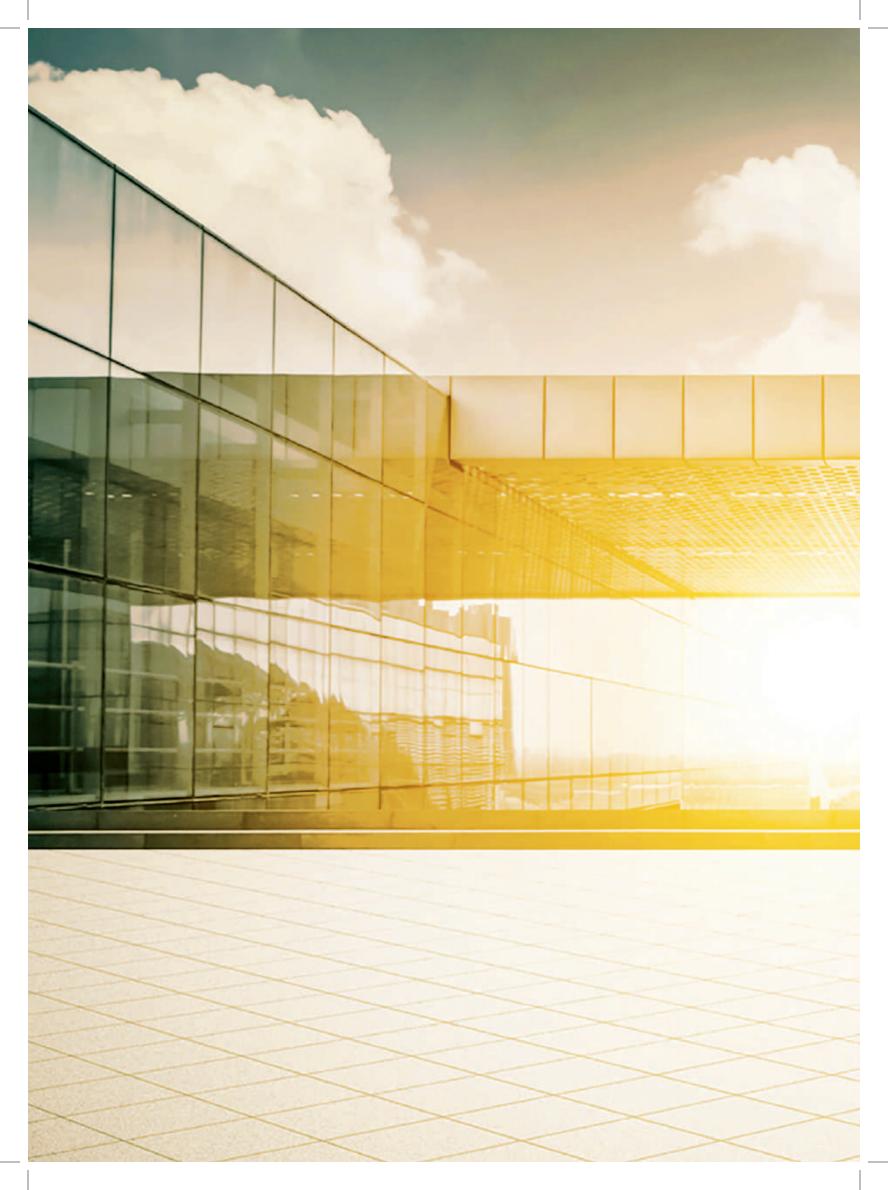
#### 4.3. Contexte Interne de la CBC

Le ton donné par la Direction Générale à travers le Plan Stratégique de Développement 2017-2019, le dynamisme du personnel combiné par le regain de confiance de ses clients, l'engagement et la discipline sans faille de tous, devront conduire à l'atteinte des prévisions au 31/12/2019.



<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> FMI, dans sa revue Perspectives de l'Economie Mondial Avril 2019.

11 www.jeuneafrique.com <économie><budget 2019>.



# RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE ECA - ERNST & YOUNG CAMEROUN

COMMERCIAL BANK CAMEROUN BP 4004 DOUALA

#### RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Aux Actionnaires de COMMERCIAL BANK - CAMEROUN

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui porte sur :

 L'audit des états financiers annuels de la COMMERCIAL BANK-CAMEROUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui se caractérisent par les chiffres suivants (en millions de FCFA):

		2018	2017
*	Total bilan	328 617	252 136
	Capitaux propres	14 619	13 119
10	Résultat net (Profit.)	2 130	1 551
*	Total Produit Net Bancaire	16 634	12 332

· Les vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations.

#### Audit des états financiers annuels

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société CBC, comprenant le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultat, les engagements hors bilan, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de COMMERCIAL BANK-CAMEROUN à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables du Plan Comptable des Etablissements de Crédit et des Règlements émis par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) telles que publiées par la International Auditing and Assurance Standards Board (L'« IAASB») conformément au règlement N°01/2017/CM/OHADA du 8 juin 2017 et portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

#### DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE

#### ECA - ERNST & YOUNG CAMEROUN

Nous sommes indépendants de la COMMERCIAL BANK-CAMEROUN conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.7, 1.11 et 33 des notes annexes des états financiers, respectivement relatives au « régime fiscal de la Commercial Bank Cameroun », à l'« évolution du protocole d'accord entre la banque et l'Etat du Cameroun » et les « engagements hors bilan ».

### Responsabilités du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels, conformément aux règles et méthodes comptables du Plan Comptable des Etablissements de Crédit et des Règlements émis par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

# Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe A du présent rapport du commissaire aux comptes.

# II. Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport financier (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport du commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels).

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, d'effecteur les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

En application de ces dispositions, nous attirons votre attention sur les points suivants :

#### 2.1 Non-respect du règlement COBAC R96/01 relatif à la structure du portefeuille de crédit

D'après le règlement R96/01 relatif à la structure du portefeuille de crédits, un établissement de crédit est tenu de respecter le taux minimal de 55% établi entre les Accords BEAC et les Refinancements Irrévocables par rapport aux Engagements de la clientèle.

Tout au long de l'exercice 2018, ce ratio n'a pas été respecté, ses taux ayant oscillé entre 6 et 8%. Toutefois, il convient de préciser que la Banque a signé une convention avec la Banque Européenne d'Investissements dans le but d'atténuer l'impact de ce ratio.

#### 2.2 Non-respect du règlement COBAC R-2001/03 relatif à la division des risques des établissements de crédit

Le règlement R-2001/03 stipule que tout établissement de crédit doit respecter en permanence:

- un rapport minimum de 45% entre les risques qu'il encourt du fait des opérations sur un même bénéficiaire et le montant de ses fonds propres.
- Un rapport maximum de 800% entre la somme des clients grands risques qu'il encourt et le montant de ses fonds propres nets. On entend par clients grands risques l'ensemble des risques encourus du fait des opérations avec un même bénéficiaire lorsque cet ensemble excède 15% des fonds propres nets dudit établissement.

Ce ratio n'a pas été respecté sur les mois de mars, avril et mai 2018 et la banque s'expose de ce fait au risque de contrepartie notamment sur trois clients pour lesquels le risque était supérieur à 45% sur le premier semestre.

# 2.3 Non-respect du règlement COBAC R 2008-01 portant obligation d'élaboration du Plan de Continuité des Activités

A l'exception de quelques dispositions relatives au système d'information (backup des systèmes critiques, la sauvegarde des données, le secours électrique etc...), la CBC ne dispose pas d'un plan de continuité des activités formalisé tel que prescrit par le règlement COBAC R-2008/01 relatif à la continuité d'exploitation des établissements de crédit.

Tout comme l'exercice précédent, la banque n'est pas en conformité avec ce règlement sur l'exercice 2018.

# 2.4 Non-respect des dispositions du règlement COBAC R2016/04 relatif au contrôle interne des établissements de crédit

Nous relevons le non-respect des dispositions réglementaires prévues par le règlement COBAC R2016/04 en son article 61. En effet, la Banque n'a pas procédé à la simulation de crise sur les risques au courant de l'année ceci à cause des délais nécessaires pour assoir une expertise permettant de réaliser cette diligence. La Banque a déjà contacté et reçu des offres de 2 cabinets pour la réalisation de ladite simulation de crise au courant de l'année 2018.

#### DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE

### ECA - ERNST & YOUNG CAMEROUN

A l'exception de l'incidence éventuelle de l'information contenue dans les notes annexes énoncées ci-avant, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Douala, le 19 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Touche Afrique Centrale

Nemesius Mouendi Mouendi

Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

ECA - Ernst & Young Cameroun

Abdoulaye Mouchili

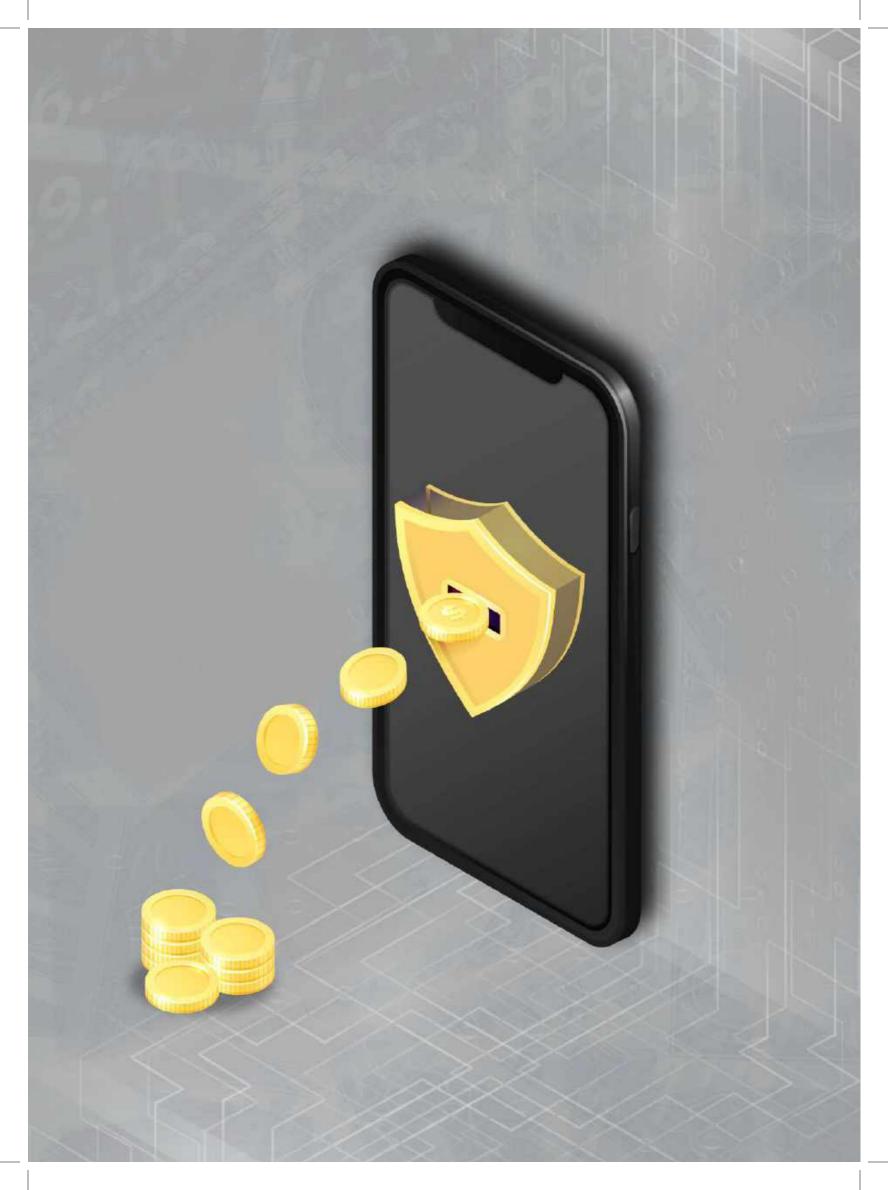
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC



# LA BANQUE EN MOBILITÉ, UNE EXPÉRIENCE À VIVRE TRÈS BIENTÔT ...





# ETATS FINANCIERS



#### **ETATS FINANCIERS**

#### **BILAN**

#### En Millions de XAF

ACTIF	NOTES	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Frais et valeurs incorporelles immobilisés (net)	5	571	44	80
Immobilisations Corporelles (net)	6	3 526	2 328	1 806
Immobilisations Financières (net)	7	10 503	16 280	17 707
ACTIF NET IMMOBILISE		14 600	18 652	19 593
CREDITS NETS A LA CLIENTELE		248 606	196 261	
CHEQUES ET EFFET A RECOUVRER	14	24 909	12 043	10 149
Comptes de régularisation et Divers Actifs		1 427	2 231	1 048
Titres de glacement	15	5 047		
Compte des correspondants (net)	15	29 322	17 765	35 980
Caisse:	16	4 708	5 185	5 375
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES		39 076	22 950	41 355
Perte nette en attente d'Approbation				
TOTAL ACTIF		328 617	252 136	221 527
PASSIF	NOTES	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capital Social	3	12 000	12 000	12 000
Réserves	3	926		
Report à nouveau	3	12	15	-592
Provisions speciales et reglementées		755	1 104	1 182
Provisions pour risques et charges	4	7 467	6 196	8 761
Autres Ressources Permanentes	3	69	4	4
CAPITAUX PERMANENTS		21 229	19 320	21 355
COMPTE DE LA CLIENTELE		222 755	172 384	145 975
Comptes de régularisation et Divers Passifs		3 824	3 757	5 057
COMPTES D'ENCAISSEMENT	14	24 909	12 043	10 149
Opérations marché monétaire		30 400	26 500	13 760
Banques	15	23 370	16 579	24 624
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES		53 770	43 079	38 384
BENEFICE DE L'EXERCICE 2018	32	2 130	1 551	1 401
DENEFICE DE L'EXERCICE 2010	02			
Perte à affecter 2015	<u> </u>			-794

#### **HORS BILAN**

#### En Millions de XAF

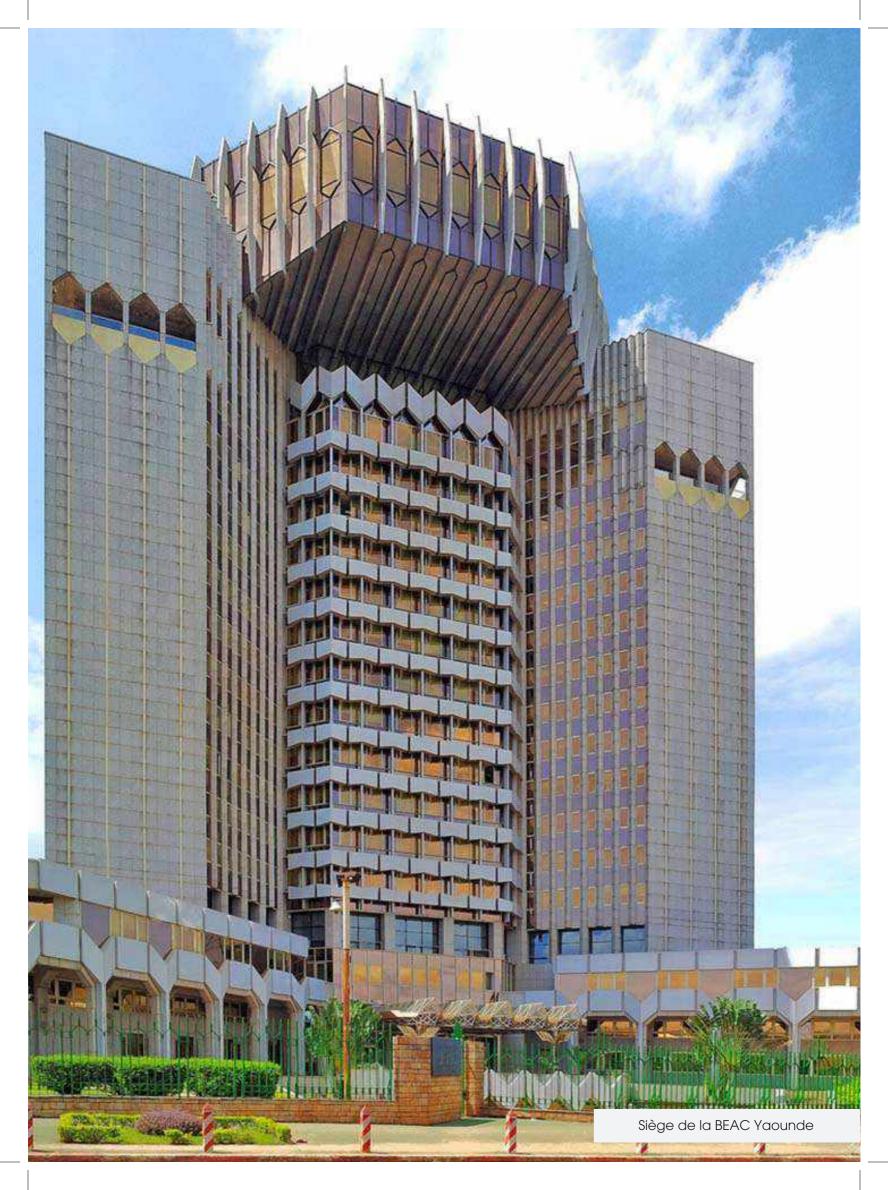
			ACTIF		
	NOTES	2018	2017	2016	
ENGAGEMENTS DONNES					
ENGAGEMENTS SAINS	33	105 682	75 605	66 437	
ENGAGEMENTS EN SOUFFRANCE	33	5 480	4 712	1 171	
AGIOS RESERVES	33	7 527	8 476	57 053	
Effets déposés en garantie des opérations de refinancement	33	10 500	10 500	10 500	
TOTAL		129 189	99 293	135 161	
			PASSIF		
	NOTES	2018	2017	2016	
ENGAGEMENTS RECUS	33	187 683	158 317	120 393	
ENGAGEMENTS SAINS	33	109 140	79 774	41 850	
Garantie reçue de l'Etat	33	64 487	64 487	64 487	
ENGAGEMENTS EN SOUFFRANCE	33	14 056	14 056	14 056	



#### **COMPTE DE RÉSULTAT**

#### En Millions de FCFA

INTITULE	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits sur	459	249	76
opérations de trésorerie Intérêts et frais supportés sur			
opérations de trésorerie	1 690	787	526
MARGE SUR OPERATIONS DE TRESORERIE	-1 231	-538	-449
Intérêts et produits sur opérations clientèle	15 440	10 332	6 508
Intérêts et charges supportés sur opérations clientèle	4 372	3 483	2 229
MARGE D'EXPLOITATION CLIENTELE	11 068	6 850	4 279
RESULTAT OPERATIONS DE CHANGE (réévaluation)	370	582	568
RESULTAT/OPERATIONS BANCAIRES DIVERSES	6 426	5 438	4 066
PRODUIT NET BANCAIRE	16 634	12 332	8 464
- Assistance technique	_	-	-
- Produits divers	0,24	0,31	0,09
PRODUITS ACCESSOIRES	0,24	0,31	0,09
- Fournitures consommées	619	543	585
- Transports consommés	206	166	143
- autres services consommés	3 151	2 830	3 158
- Charges et pertes diverses	1 674	1 395	1 426
- frais de personnel	5 516	5 007	4 571
- Impôts et taxes	317	286	252
- Dotations aux amortissements	836	594	512
Frais de fonctionnement	12 319	10 821	10 646
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 315	1 511	-2 182
- Dotations aux provisions	3 498	4 149	21 389
- Reprises de provisions	1 336	5 545	25 343
RESULTAT COURANT	2 153	2 907	1 773
Profits exceptionnels:	1 137	969	791
Pertes exceptionnelles	653	1 954	910
RESULTAT EXCEPTIONNEL	484	-985	-119
RESULTAT NET AVANT IMPOT	2 637	1 923	1 653
Impôts sur les sociétés	507	371	252
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 130	1 551	1 402
COEFFICIENT D'EXPLOITATION BRUT	74%	88%	126%



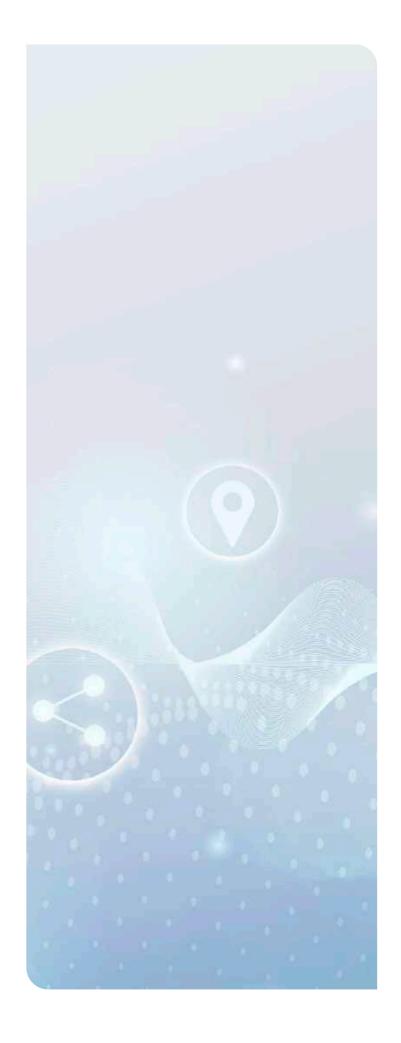
# Rentabilisez votre épargne et réalisez vos projets



Rapprochez-vous de votre conseiller clientèle

# 9

# NOTES AUX ETATS FINANCIERS 2018



### **NOTES AUX ETATS FINANCIERS 2018**

### 1. ACTIVITÉ

La Commercial Bank - Cameroun en abrégé « CBC » a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier à Douala - Cameroun le 5 août 1997 et a commencé ses activités d'exploitation le 24 novembre 1997. Sa forme juridique est celle d'une société anonyme dont le siège social : 148, Avenue de Gaulle B.P. 4004 Douala - Bonanjo Cameroun. Ses principales activités sont les suivantes :

- La gestion des comptes de dépôts ;
- L'octroi des crédits à l'économie ;
- La réalisation d'opérations d'encaissements et de transfert.

### 2. PRINCIPES COMPTABLES

### 2.1. Base d'établissement des états financiers

Les comptes sont présentés suivant le Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), institué par le règlement COBAC R-98/01 du 15 février 1998 et ses instructions modificatives.

Les états financiers ci-joints, ainsi que la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) qui sera télédéclarée exceptionnellement (suivant arrêté du Ministre des Finances) en juin 2019 auprès des Administrations statistiques et fiscales camerounaises ont été établis à partir de la balance générale convertie en XAF de la CBC.

Nous noterons que le « principe du coût historique » et de « la permanence des méthodes » a cependant connu une entorse dans son application suite à la réévaluation des immobilisations instituée par les lois des finances 2010 et 2011 et le décret 2011/0975/PM du

04 avril 2011 fixant les modalités de la réévaluation des immobilisations amortissables et non amortissables des entreprises. A l'issue de cette réévaluation intervenue en décembre 2013, un écart de réévaluation de FCFA 894 004 725 a été dégagé et imputé en augmentation des immobilisations à dû montant. Les immobilisations issues de cet écart de réévaluation seront amorties suivant la durée restant à courir des immobilisations initiales. L'écart imputé au passif se verra diminué au rythme des dotations des amortissements et sera ainsi totalement apuré quand ces immobilisations seront complètement amorties.

Il est à noter que cet écart a été porté en augmentation de capital dans les sociétés commerciales autres que les établissements de crédits assujettis à la COBAC.

# 2.2. Immobilisations incorporelles et frais immobilises

Ce poste est constitué des frais immobilisés (frais exceptionnels à étaler, frais de premier établissement, frais de modification de capital) et les immobilisations incorporelles proprement dites (logiciel d'exploitation et licences et marques). Les rubriques principales sont les suivantes :

- Les logiciels d'exploitation : il s'agit de divers logiciels et licences acquis par la banque depuis la création jusqu'à la fin du présent exercice.
- L'Ecart de réévaluation des logiciels: En application des dispositions des lois de finances 2010 et 2011, la réévaluation légale des immobilisations a été réalisée au 31/12/2013.

Le tableau ci-après présente les principaux mouvements enregistrés pendant l'exercice 2018 :

INTITULE (note 5)	SOLDE AU 31/12/2016	SOLDE AU 31/12/2017	AUGMENT ATIONS	DIMINU TIONS	SOLDE AU 31/12/2018
AUTRES FRAIS IMMOBILISES	0	0	0	0	0
LOGICIEL D'EXPLOITATION (1)	1 785	1 866	633		2 499
ECART DE REEVALUATION LOGICIEL		5	0	0	5
2 499	2 500	2 501	2 502	2 503	2 504

### 2.3. Immobilisations corporelles

Conformément aux dispositions des lois de finances 2010 et 2011, les immobilisations de la banque ont été réévaluées sur la base de l'encours au 31/12/2010.

La pratique des amortissements n'a pas changé au courant de l'exercice. Les taux linéaires annuels applicables à la CBC sont les suivants :

Agencements, Aménagements, installations	10%
Matériel roulant	25%
Matériel de bureau	15%
Matériel de reprographie	33%
Réfrigérateurs et climatiseurs	25%
Mobilier de Bureau	10%
Matériel de logement	15%
Mobilier de logement	10%
Matériel informatique	25%
Matériel lourd	10%

### 2.4. ECMR 2014/2019/ECMR 2016/2021

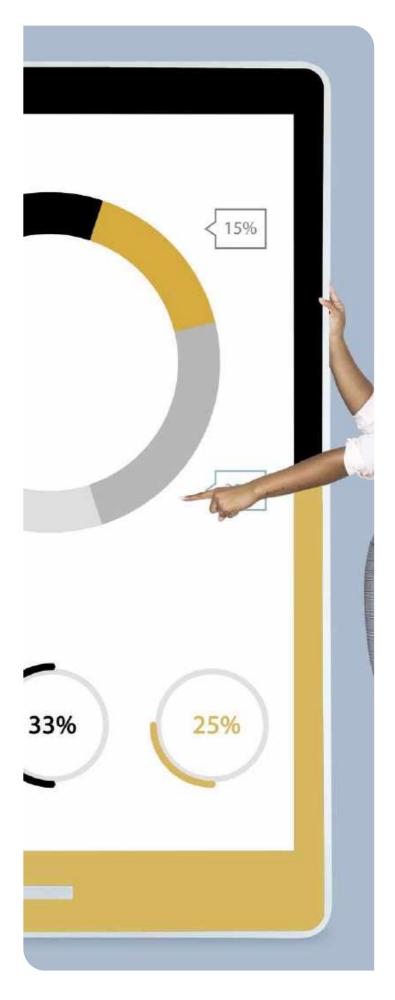
Le 26/12/2014, la CBC a souscrit 500 000 titres dits « ECMR 5,5 % net 2014-2019) de valeur nominale FCFA 10 000. Il s'agit d'un emprunt global de XAF 150 milliards émis par l'Etat du Cameroun rémunéré au taux de 5,5 % sur la place boursière de DOUALA et qui viendra à échéance en décembre 2019. Cet emprunt est admis en valeur à la CAA le 22 janvier 2015 avec le code ISIN #CM000-002007-#CM000-002007#. L'amortissement est linéaire avec différé d'un an. La CBC a ainsi encaissé la somme de XAF 1 250 000 000 en 2018 au titre d'intérêts.

Le 29 septembre 2016, la CBC a souscrit 1 000 000 titres (ECMR 5,50% net par an 2016-2021) de valeur nominale 10 000 pour un montant total de XAF 10 000 000 000. Les intérêts sont payables

annuellement. Le montant de XAF 2 500 000 000 a été encaissé en 2018 Au titre de remboursement en capital, à côté des intérêts de XAF 550 000 000.

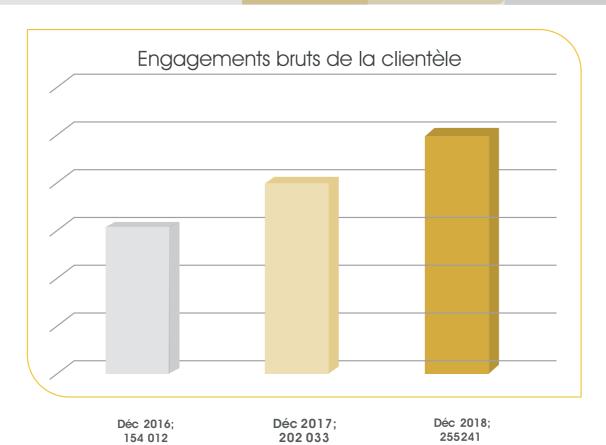
# 2.5. Créances douteuses (dont précontentieuses et en souffrance)

Elles sont constituées des impayés, des créances immobilisées, des créances douteuses et contentieuses. Elles connaissent une variation à la hausse de XAF 3 959 837 427 donc XAF 1 317 millions d'impayés.



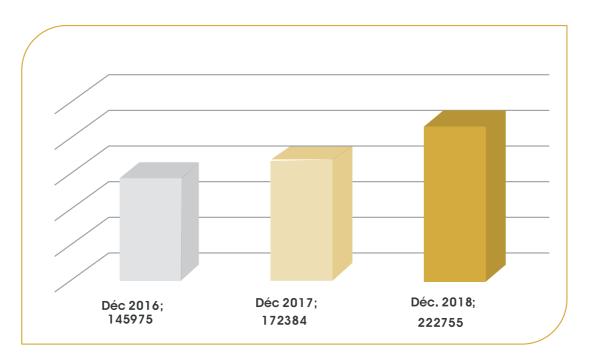
### 3. CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

LIBELLES	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Crédits à long terme (CLT)	57 215	63 244	61 504
Crédits à moyen terme (CMT)	52 603	41 820	23 129
Crédits à court terme (CCT)	106 854	62 261	38 613
Créances en souffrance (BRUTES)	13 230	9 270	14 869
Comptes débiteurs de la clientèle	23 276	22 956	13 892
Autres sommes dues par la clientèle	2 063	2 482	2 006
Engagements bruts de la clientèle	255 241	202 033	154 012
Provisions sur créances en souffrance	6 636	5 772	4 630
Engagements nets de la clientèle	248 606	196 261	149 382

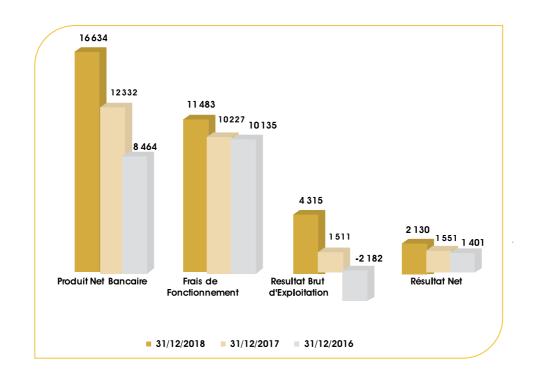


### 4. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse (BDC)	34 456	31 840	20 481
Comptes de dépôts à terme (DAT)	50 649	48 079	28 077
Comptes d'épargne	19 341	18 391	17 041
Comptes créditeurs à vue	110 545	64 031	71 878
Autres sommes dues à la clientèle	7 765	10 044	8 497
TOTAL	222 755	172 384	145 975



	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Produit Net Bancaire	16 634	12 332	8 464
Frais de Fonctionnement	11 483	10 227	10 135
Amortissements	836	594	512
Coefficient d'Exploitation net	69%	83%	120%
Coefficient d'Exploitation Brut	74%	88%	126%
Resultat Brut d'Exploitation	4 315	1 511	-2 182
Résultat Net	2 130	1 551	1 401



RESOLUTIONS
SOUMISES AU VOTE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 04
OCTOBRE 2019



# RESOLUTIONS SOUMISES AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 04 OCTOBRE 2019

### **RESOLUTIONS**

### Première Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet d'ordre du jour présenté par le Président du Conseil d'administration, décide de l'adopter en l'état. Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Deuxième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la marche de la société au courant de l'année 2018, décide de l'adopter en l'état.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Troisième Résolution:

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport général et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, décide d'en prendre acte et donne quitus aux Commissaires aux Comptes de leur mission. Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Quatrième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de l'examen et l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 par le Conseil d'administration, lesquels laissent apparaître un bénéfice net de **Francs CFA 2.130.216.212**, décide de les approuver en l'état. Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Cinquième résolution :

L'Assemblée Générale, ayant approuvé les comptes de la Banque au titre de l'exercice clos au 31 Décembre 2018, décide de l'affection du résultat ainsi qu'il suit :

- Prélèvement de 10% de ce bénéfice conformément à l'article 33 des statuts de la Banque, pour la constitution de la réserve légale soit : Francs CFA 213.021.621;
- Le solde, soit Francs CFA 1.917.194.591 est affecté en réserves facultatives;
- Le Report à nouveau de l'exercice 2017 de Francs CFA 11.582.231 est reconduit.

A la suite de cette affectation, les capitaux propres de la Banque se présentent ainsi qu'il suit :

Capital social: FCFA 12.000.000.000
 Réserves légales: FCFA 368.164.284
 Réserves facultatives: FCFA 2.688.194.591
 Report à nouveau: FCFA 11.582.231
 TOTAL CAPITAUX PROPRES: FCFA 15.067.941.106

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Sixième résolution

L'Assemblée Générale, considérant les engagements pris au titre du Contrat d'Objectifs et de Performance signé le 12 juillet 2018, ensemble son Avenant numéro 1 daté du 24 octobre 2018, décide d'allouer aux contributeurs à ce résultat (organes délibérant, exécutif et personnel) la somme de Francs CFA 327.000.000.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Septième résolution

L'Assemblée Générale, prenant acte du terme du mandat des Administrateurs actuels de la banque, décide de le renouveler pour une nouvelle période de Six (6) ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes sociaux de l'exercice 2024. Il s'agit de :

Monsieur TIKI Alfred (Administrateur Indépendant) Monsieur NOAH NDONGO Adolphe (Administrateur Représentant la Présidence de la République)

Monsieur NZIE NZIE Jean (Administrateur Représentant les Services du Premier Ministre)

Monsieur POKEM TCHEKOULONG Eric (Administrateur Représentant le MINFI)

Monsieur MEDOUNE DIOP (Administrateur Représentant Les sociétés ALLIANZ CAMEROUN ASURANCES SA et ALLIANZ CAMEROUN VIE)

Monsieur AWONA NKOLO André (Administrateur Représentant le Personnel de la CBC)

Monsieur SADJO OUSMANOU (Administrateur Indépendant).

### Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide d'allouer une enveloppe de Francs CFA 350 Millions pour le fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses Comités spécialisés. Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### Neuvième résolution

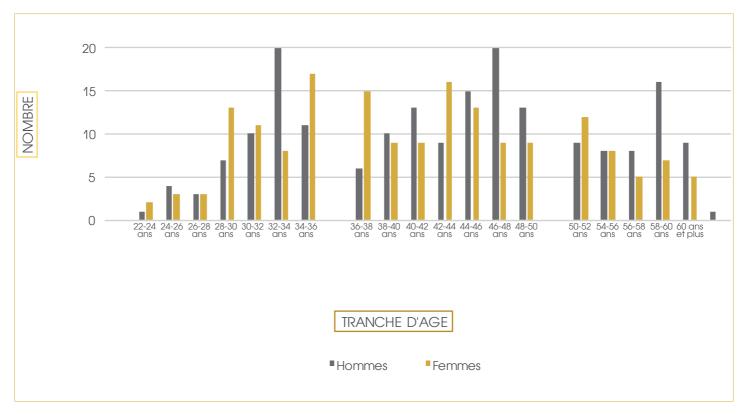
L'Assemblée confère au Conseil d'Administration, les pouvoirs pour accomplir les formalités en vue de l'exécution sans délai des présentes résolutions.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **BILAN SOCIAL**

### 1. COLLABORATEURS

L'effectif de la CBC au cours de l'exercice 2018 s'élève à 367 collaborateurs, composé de 193 Hommes et 174 Femmes répartis comme suit :





### 2. SOCIAL POLICY



With regards to the Personnel's health coverage, the following actions were carried out throughout 2018:

- Regular monitoring of the occupational medicine (pre-recruitment and medical tests);
- The maintenance of the guarantees with regards to Health Insurance;
- The effective extension of Health Coverage for Retired Personnel up to age 70, 80% for Employees, Supervisors and Managers and 100% for Senior Managers.

For the 2018 financial year, a budget of 20,000,000 CFA francs was allocated for the follow-up of occupational medicine and the supply of the network's various pharmacy boxes.

It is also necessary to highlight the holding of a Conference – Debate on the prevention and the care of AIDS on the occasion of the World AIDS Day, celebrated on the 1st of December of each year. At the end of this educational talk, the General Management proceeded to the installation of the Peer educators who will constitute the AIDS Control Committee.

The social dialogue held by the General Management and the staff representation has remained constant and of good quality. Numerous meetings between the

General Management and the Staff Representatives have been initiated spontaneously and on the occasion of certain special events (staff and labour festivals).

The complaints made by the Representatives on these occasions were examined each time and the adequate responses were provided. All this reflects the good social climate within the Bank.

As in 2017 and unlike in 2016 when the CBC was second in the APECCAM championship (Professional Association of Credit Institutions of Cameroon), 2018 was a sports failure with the last position in the championship and the elimination in the group phases.

The extension of sports activities to the Regions was effective with the allocation of an associated budget through the CBC Sports & Leisure canal.

Sports in the Headquarters' hall has been suspended for hygienic reasons. A design project for a standard sports hall is being developed and information has been collected for the registration of employees in the external sports centres pending the completion of the project.



## **RÉSEAUX ET POINTS DE CONTACT**

### **LITTORAL**

Douala Bonanjo

BP: 4004

Tel: 233 420 202 Fax: 233 433 800

Localisation: Avenue de Gaulle OUEST

**Douala Akwa** 

BP: 15 690 Tel: 233 434 363 Fax: 233 434 410

Localisation: Mboppi, Carrefour Guichet Kekem

Camp Yabassi

Douala Bonabéri

BP: 4004

Tel: 233 394 183 Fax: 233 434 410

Localisation: Sodiko, Immeuble

4 étage

**Douala Makepe** 

Localisation: Carrefour Happy

Sport

Guichet de Deido

BP: 4004

Tel: 233 406 979

Localisation: Boulevard de la

République

Kribi

BP: 545

Localisation: Quartier Administratif Immeuble Emergence II

**Bafoussam** 

BP: 1149

Tel: 233 112 402

Localisation: Rond-point BIAO

BP: 347 Bafang

Localisation: Usine Néo-Industry

Guichet de Mbouda

BP: 152

Localisation: Avenue Principale

**Dschana** 

BP: 385

Tel: 233 296 486

Localisation: Face Constellation

Hôtel **CENTRE** 

Yaoundé Kennedy

BP: 13 171 Tel: 222 220 422 Fax: 222 220 617

Localisation: Avenue Kennedy

Yaoundé Mokolo

BP: 33 567

Tel: 222 229 145

Localisation: Carrefour Elig Effa,

Gare routière Mokolo

Guichet de Nlongkak

BP: 13 171

Tel: 222 202 084

Localisation: Rond-Point

Nlongkak

**NORD** 

Garoua

BP: 425

Tel: 222 272 879

Localisation: Avenue des

Banques

Maroua BP: 770

Tel: 222 291 972

Localisation: Marché central face la Permanence RDPC

**Guichet Naona** 

BP: 425

Tel: 222 272 879

Localisation: Marché de Ngong



# **LE GLOSSAIRE**

TERME	DEFINITION
PRODUIT NET BANCAIRE	Marge dégagée des produits d'exploitation bancaire et des charges d'exploitation bancaire.
LOGOTYPE	Marque écrite à l'aide d'une fonte de caractères spéciale, et disposée d'une manière particulière, mais lisible.
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	Dépréciation de manière irreversible des biens amortissables .
TITRES DE PLACEMENT	Titres acquis avec une intention de conservation à moyen terme pour en tirer un rendement ou une plus-value.
ECART DE REEVALUATION	Ecart résultant de la différence entre la valeur comptable d'un bien et sa valeur réévaluée.
BON DE CAISSE	Titre de créance émis par la banque .
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	Marge d'exploitation dégagée au cours d'une période par l'activité principale de la banque hormis le coût du risque.
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	Ratio permettant de mesurer la part des gains réalisés par la banque au regard de ses charges de fonctionnement (Hormis les dotations aux provisions).
EMPRUNT OBLIGATAIRE	Contrat par lequel une personne morale (une banque, un Etat ou une organisation gouvernementale) reçoit une certaine somme d'argent de la part des souscripteurs des titres obligataires qu'elle a émis.
CREANCES DOUTEUSES	Dette supportée par un débiteur probablement insolvable.
RATIOS PRUDENTIELS	Normes définies par l'organe régulateur qui est la COBAC en vue de veiller à la solvabilité et la liquidité des Etablissements de crédit.
FONDS PROPRES	Sommes versées par les associés ou actionnaires , augmentées par les profits générés annuellement par l'entreprise qui ne sont pas distribués en dividendes .





# LET'S BUILD THE FUTURE